



Intervention d'Yves Reverseau, président du Groupe des Verts

en Conseil Municipal de Clermont-Ferrand, le 17 12 09

Monsieur le Maire, Chers collègues,

Le contexte est difficile aujourd'hui pour les collectivités locales. Notre président de la République a pour feuille de route la « modernisation libérale » du pays. Une feuille de route clairement dictée par la droite la plus radicale, par le MEDEF, par la finance, et qui met à mal le pacte social spécifiquement français forgé à la Libération : tour à tour la Poste, la Santé, les hôpitaux, les maternités, l'école (en particulier la petite enfance), etc. sont les cibles de ces attaques qui n'ont pour seul but que la privatisation à terme des services publics.

A côté de ça, les démarches visant à réduire les finances des collectivités poursuivent le même but. En réduisant leurs marges d'action, on veut les obliger peu à peu à réduire les services à la population. Là encore, on veut nous obliger à privatiser ou à augmenter les impôts locaux, ce qui est peu apprécié *a priori* par les contribuables. C'est la quadrature du cercle.

En tant qu'élus Verts, nous pensons qu'il serait utile d'aller voir les Clermontois pour parler de ces augmentations d'impôts, pour dire à quoi sert l'impôt. Nous avons besoin d'un temps d'échange sur les impôts, sur les exonérations car la question est complexe et sujette à des interprétations. D'autant que le contexte économique est sombre, et qu'il va s'assombrir encore : Michelin annonce 1000 emplois de moins d'ici 2011, les « Chartreux » sont licenciés...

Pour nous, élus Verts, la priorité est double : l'écologie et la solidarité.

Les recettes issues des 2% d'augmentation du taux d'imposition de la taxe d'habitation et de l'augmentation de 3% des bases **seront affectés – comme nous l'avons demandé – au poste budgétaire global pour la solidarité.** Monsieur le 1^{er} adjoint a évoqué l'action sociale sur les cantines, elle est exemplaire, le CCAS, les aides aux étudiants, la Maison des citoyens... Ces actions doivent être maintenues.

Mesdames, Messieurs, je ne peux oublier dans mon discours d'évoquer Copenhague où a lieu le Sommet mondial de l'ONU sur le climat qui se termine demain. La très grave incertitude qui pèse sur le résultat des négociations nous inquiète : il semble que nous soyons loin du financement 100 milliards pour pays moins riches. Or l'urgence climatique concerne tout le monde. Il y a urgence à agir, pour apporter une réponse politique forte à la crise sociale, environnementale et écologique qui touche nos concitoyens. Cette urgence implique une mobilisation de tous les acteurs. Notre Ville y prend sa part par ses actions, et par l'adoption du vœu lors du dernier Conseil municipal du 7 novembre.

Nous tenons à dire ici qu'une **mobilisation environnementale pour le climat** n'est pas contradictoire avec l'emploi, bien au contraire : en améliorant l'isolation des bâtiments, non seulement on crée des centaines de milliers d'emplois, mais également on réduit la facture d'énergie de nos concitoyens.

Monsieur le Maire, nous formulons donc ici quelques propositions qui vont dans le sens de cette nécessaire conversion écologique de l'économie à l'échelle de notre Ville :

- produire plus d'électricité sur nos toits pour que la Ville soit non pas autonome mais qu'elle produise plus tout en consommant moins
- aller plus vite et plus fort dans l'effort de rénovation thermique des bâtiments de la Ville, ainsi que dans l'efficacité de nos éclairages publics
- soutenir des dispositifs pour la rénovation thermique des logements sociaux et du parc privé. Ici, on peut imaginer que pour atteindre l'objectif de 40% de réduction des gaz à effet de serre d'ici 2020, des financements publics seraient mobilisés à hauteur de 50% des investissements (il faut imaginer des concours conjoints de la Ville, de l'agglomération, de la région, du département, de l'Etat et des bailleurs sociaux). Des dispositifs publics existent (crédits d'impôt, prêt à taux zéro), d'autres sont à inventer pour répondre à la fois à l'urgence climatique et à l'urgence sociale de plus en plus prégnante
- pour nos achats, il est possible d'intégrer des critères de type Bilan carbone® pour les appels d'offre, pour privilégier les biens peu carbonés
- sur les cantines, cela peut permettre de privilégier les fournisseurs en circuits courts, les maraîchers notamment, via des contrats d'économie locale. Le Grand Clermont a inscrit la nécessité de zones maraîchères périurbaines. C'est de cela qu'il doit s'agir.

Pour que notre budget soit plus offensif sur ces plans écologiques et sociaux (l'efficacité énergétique allège bien évidemment les charges), il faut évidemment plus d'adjoints Verts dans les assemblées, il n'y en a malheureusement qu'un dans notre bureau municipal.

Ce sont ces axes que nous aurons l'occasion de proposer aux électeurs, en mars prochain, pour le scrutin du conseil régional.